



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 29 du 29 août 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} septembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES536

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT536

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....536

 Pôle ressources536

 Arrêté DDASS n°962 du 28 août 2008 portant transfert du service chargé de la gestion du revenu minimum d'insertion536

 Arrêté DDASS n°963 du 28 août 2008 portant transfert du service chargé de la gestion des fonds de solidarité logement (FSL) et des fonds d'aide (eau-énergie-téléphone)537



ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Pôle ressources

Arrêté DDASS n° 962 du 28 août 2008 portant transfert du service chargé de la gestion du revenu minimum d'insertion

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, et notamment son article 147 ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2008-791 du 20 août 2008 relatif aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services déconcentrés du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative et du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales qui participent à l'exercice des compétences transférées d'une part aux départements, par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et par les articles 51, 56, 57 et 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et, d'autre part aux régions, par les articles 53 à 55 et 73 de la loi du 13 août 2004 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle en date du 28 août 2008;

ARRETE

Art. 1^{er} - En application de l'article 1^{er} du décret du 20 août 2008 susvisé, le service de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ayant en charge la gestion du revenu minimum d'insertion est transféré au département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} janvier 2009

Art. 2 - En application de l'article 5 du décret du 20 août 2008 susvisé, il est constaté que participe à la date du 31 décembre 2003, 0,8 emploi équivalent temps plein (ETP) de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle aux missions de gestion du revenu minimum d'insertion.

Pour les missions décrites au premier alinéa de l'article 2 du présent arrêté, il est constaté que le nombre d'emplois pourvus au 31 décembre 2003 est inférieur au nombre global constaté au 31 décembre 2002, qui s'élève à 1,10 emplois équivalents temps plein. Dans ces conditions, le nombre d'emplois transférés correspond aux emplois constatés au 31 décembre 2003 et il sera procédé au calcul de la compensation financière résultant de l'écart entre les constats 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2002.

Les emplois pourvus au 31 décembre 2003 et les emplois pourvus au 31 décembre 2002 figurent à l'annexe I au présent arrêté.

Art. 3 - Le montant des dépenses de fonctionnement compensées, autres que celles de personnel, supportées par l'Etat et calculées sur la base de la moyenne des dépenses actualisées de l'Etat des trois dernières années précédant le transfert de compétence sont mentionnées à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 4 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 août 2008

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE I de l'arrêté préfectoral de transfert des services ou parties de services

Liste des emplois transférés au département de Meurthe-et-Moselle

Tableau 1.1. - Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2003

Désignation du service	TITULAIRES			NON TITULAIRES			TOTAL
	A	B	C	A	B	C	
RMI						0,8	0,8

Tableau 1.2. - Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2002

Désignation du service	TITULAIRES			NON TITULAIRES			TOTAL
	A	B	C	A	B	C	
RMI	0,3					0,8	1,1

ANNEXE II de l'arrêté préfectoral de transfert des services ou parties de services

Charges de fonctionnement

RMI

Nature des dépenses	Montant N-3*	Montant N-2*	Montant N-1*
Fonctionnement courant	1650	1650	1650
TOTAL	1650	1650	1650

ANNEXE II bis de l'arrêté préfectoral de transfert des services ou parties de services (LAV)

Charges de fonctionnement

Nature des dépenses	Montant N-3*	Montant N-2*	Montant N-1*
Progr. 124 - Fonctionnement courant			
Progr 228 - VSS			
TOTAL			

Arrêté DDASS n° 963 du 28 août 2008 portant transfert du service chargé de la gestion des fonds de solidarité logement (FSL) et des fonds d'aide (eau-énergie-téléphone)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, et notamment son article 147 ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2008-791 du 20 août 2008 relatif aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services déconcentrés du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, du ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative et du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales qui participent à l'exercice des compétences transférées d'une part aux départements, par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et par les articles 51, 56, 57 et 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et, d'autre part aux régions, par les articles 53 à 55 et 73 de la loi du 13 août 2004 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle en date du 28 août 2008.

ARRETE

Art. 1^{er} - En application de l'article 2 du décret du 20 août 2008 susvisé, le service de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales chargé de la gestion des fonds de solidarité logement (FSL) et des fonds d'aide (eau-énergie-téléphone) est transféré au département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} janvier 2009.

Art. 2 - En application de l'article 7 du décret du 20 août 2008 susvisé, il est constaté que participant à la date du 31 décembre 2004, 3 emplois équivalent temps plein (ETP) de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle aux missions de gestion des fonds de solidarité logement (FSL) et des fonds d'aide (eau-énergie-téléphone).

Les emplois pourvus au 31 décembre 2004 figurent à l'annexe I au présent arrêté.

Pour les missions décrites au premier alinéa de l'article 2 du présent arrêté, il est constaté que le nombre d'emplois pourvus au 31 décembre 2002, soit 3 emplois équivalents temps plein, correspond aux emplois pourvus au 31 décembre 2004.

Art. 3 - Le montant des dépenses de fonctionnement compensées, autres que celles de personnel, supportées par l'Etat et calculées sur la base de la moyenne des dépenses actualisées de l'Etat des trois dernières années précédant le transfert de compétence sont mentionnées à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 4 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 août 2008

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE I de l'arrêté préfectoral de transfert des services ou parties de services

Liste des emplois transférés au département de Meurthe-et-Moselle

Tableau 1.1. - Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2004

Désignation du service	TITULAIRES			NON TITULAIRES			TOTAL
	A	B	C	A	B	C	
FSL et fonds d'aide (eau-énergie-téléphone)			1	2			3

Tableau 1.2. - Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2002

Désignation du service	TITULAIRES			NON TITULAIRES			TOTAL
	A	B	C	A	B	C	
FSL et fonds d'aide (eau-énergie-téléphone)			1	2			3

ANNEXE II de l'arrêté préfectoral de transfert des services

Charges de fonctionnement

FSL et fonds d'aide (eau-énergie-téléphone)

Nature des dépenses	Montant N-3*	Montant N-2*	Montant N-1*
Fonctionnement courant	4500	4500	4500
TOTAL	4500	4500	4500

ANNEXE II bis de l'arrêté préfectoral de transfert des services ou parties de services (LAV)

Charges de fonctionnement

Nature des dépenses	Montant N-3*	Montant N-2*	Montant N-1*
Progr. 124 - Fonctionnement courant			
Progr 228 - VSS			
TOTAL			

